

ALPES CONTRÔLES

Construction & Exploitation

Agence de Lille

Bâtiment A

289 rue du Faubourg des Postes

59000 LILLE

Tel 03 74 78 01 76

lille@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 2.7.8

Mission(s) L (*), LE, SH (*)	
Nos références	Date
591C252B (591-C-2025-0030)	23/01/2026

CYSOING (59) CITE DOUANIERE REEMPLACEMENT 16 CHAUDIERES

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°1



Envoi	FONDS DE PERENNITE BERIM - FPB - DELEPAUT Constance	Maitre d'ouvrage	c.delepaut@berim.fr
Copie	ENERCONCEPT - MILLS Bertrand SCME - POCHET Stéphane SOREC - RYDZ Eric	Bureau d'études Thermique Bureau d'études Mandataire Mandataire du Maitre d'Ouvrage	bmills@enerconcept.net stephane.pochet@scme.fr e.rydz@sorec-amo.fr

Le chargé d'affaire,
Jérémy MORTIER



ACCREDITATION
N° 3-019
Liste des sites et portées
disponibles sur
www.cofrac.fr

Seules certaines prestations d'inspection rapportées dans ce document
sont couvertes par l'accréditation.
Elles sont identifiées par le symbole *.

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT..... 3

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES..... 3

III - AUTEURS DU RAPPORT..... 3

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX..... 3

 IV.1 - Désignation des intervenants..... 3

 IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération..... 3

 IV.3 - Montant prévisionnel des travaux..... 3

 IV.4 - Calendrier des travaux..... 3

V - DOCUMENTS EXAMINES..... 4

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT..... 5

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES..... 6

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS..... 7

 VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)..... 8

 VIII.2 - Solidité des existants..... 9

 VIII.3 - Sécurité des personnes dans les constructions (*)..... 10

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°591-C-2025-0030 et qui sont détaillées ci après :

- L - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (*)
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- SH - Mission relative à la sécurité des personnes dans les bâtiments d'habitation (*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Jérémy MORTIER

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Cite douanière - remplacement chaudières

L'ensemble comporte 7 bâtiments comportant 20 logements de type T3 et T4, repérés de A à T

Les chaudières des 5 logements : D-F-J-L et R ont déjà été remplacées, et sont conservées

Adresse de l'opération :
125 route de Gruson à Cysoing

IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

Indéterminé

IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 0000-00-00

Durée prévisionnelle des travaux : 6 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

V - DOCUMENTS EXAMINES

- Descriptifs

Chaudières Cysoing Douanes - AVP - CCTP Chauffage - 12-12-25

- Plans fluides

Chaudières Cysoing Douanes - AVP - Plans - 12-12-25

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

Sans objet.

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

SECURITE INCENDIE

Gaz

- Gaz : certificat de conformité gaz
- Gaz : Certificat de marquage CE des appareils

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)
- Solidité des existants
- Sécurité des personnes dans les constructions (*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

AF	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
AS	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
AD	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
SO	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
PM	POUR MEMOIRE
HM	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)

Mission sans objet: Non modifié dans le cadre des travaux

VIII.2 - Solidité des existants

Mission sans objet: non modifié dans le cadre des travaux

VIII.3 - Sécurité des personnes dans les constructions (*)

REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE du 31 JANVIER 1986 applicable aux bâtiments d'habitation collectifs

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Arrêté du 03/08/2016 portant réglementation des installations électriques des bâtiments d'habitation ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquides et Arrêté du 01/07/04 fixant les règles techniques et de sécurité applicables aux stockages de produits pétroliers ;
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux stockages fixes d'hydrocarbures liquéfiés non soumis à la législation des installations classées ou des immeubles recevant du public ;
- Arrêté du 23/02/2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Arrêté du 23/02/2009 pris pour l'application des articles R153-2 à R153-8 du Code de la construction et de l'habitation (CCH) relative à la prévention des intoxications par le monoxyde de carbone ;
- Articles R134-18 à R134-22 du Code de la construction de l'habitation (CCH) relatif aux ascenseurs ;
- Articles R134-55 et 56 du Code de la construction et de l'habitation (CCH) relatif aux portes automatiques de garage ;
- Articles L134-12 et R134-59 du Code de la construction et de l'habitation (CCH) relatif aux garde-corps et fenêtres basses ; normes NF P01-012 et NF E85-015 relatives aux garde-corps et éléments de protection
- Articles R142-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation. Art 2, 3 et 6 de l'arrêté du 5/2/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	COMPLEMENT Mission Sécurité des Bâtiments d'Habitation		
Arrêté du 03/08/2016	Installations électriques - Réglementation des installations électriques des bâtiments d'habitation		
Art 1	Conformité des installations électriques aux normes NFC 14-100 et NFC 15-100.	HM	Installations électrique non modifiées dans le cadre des travaux
Arrêté du 23/02/2018	Installations de gaz		
	Règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes	AF	Travaux limité au remplacement des chaudières gaz existantes par de nouvelles chaudière de type C3 (ventouse verticale). Alimentations gaz existantes conservées.
	Alimentation de gaz desservant des logements		
Art.9	Organe de coupure	AF	
Art.10,11	Alimentation en gaz	AF	
Art. 8,13	Installation des appareils	AF	
Art. 14	Évacuation des produits de combustion	AF	
Art. 8.2 - Art. 14	Site de production d'énergie	SO	
Art.12	Installations de récipients (Stockage)	SO	
Art. 15 à 17	Installations dans les immeubles existants au 23/02/2018		
	Respect des règles applicables aux installations neuves	AF	
	Dispositions spécifiques applicables aux bâtiments existants	AF	